Règlement sur l'organisation de l'intervention dans des situations exceptionnelles (dispositif Osiris) (ROsiris)

G 3 03.03

Tableau historique

du 22 janvier 2003

(Entrée en vigueur : 1^{er} février 2003)

Le CONSEIL D'ETAT de la République et canton de Genève,
vu la loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile, du 4 octobre 2002, notamment le titre 2;
vu les articles 116 et 125, 126 et 127 de la constitution de la République et canton de Genève, du 24 mai 1847;
vu la loi sur la police, du 26 octobre 1957;
vu la loi sur la prévention des sinistres, l'organisation et l'intervention des sapeurs-pompiers, du 25 janvier 1990;
vu la loi sur le service sanitaire coordonné, du 14 février 1980;
vu la loi relative à la qualité, la rapidité et l'efficacité des transports sanitaires urgents, du 29 octobre 1999, ⁽³⁾
arrête :

Chapitre I Dispositions générales

Art. 1 Objet

¹ Le présent règlement établit les organes de conduite et les modalités de fonctionnement nécessaires aux pouvoirs publics pour faire face à des situations exceptionnelles en vue de protéger la population, les infrastructures et les bases de la vie.

² Il complète les dispositions légales et réglementaires relatives aux divers types de risque et d'intervention et s'y substitue s'il y a lieu.

Art. 2 Organes permanents

¹ La mise en œuvre du présent règlement relève :

- a) d'une délégation du Conseil d'Etat à la protection de la population (ci-après : la délégation) composée :
 - 1° du chef du département des institutions (président),
 - 2° du chef du département de l'économie et de la santé,
 - 3° du chef du département du territoire,
 - 4° du chef du département des constructions et des technologies de l'information,
 - 5° du chancelier d'Etat, qui peut être représenté par le secrétaire général de la chancellerie;
- b) d'une commission de la protection de la population composée :
 - 1° du chef de la police (président),
 - 2° du directeur de l'office de la sécurité civile⁽⁵⁾ (vice-président),
 - 3° du responsable de la gestion administrative de la protection de la population,
 - 4° du chef d'état-major de la police,
 - 5° du commandant du service d'incendie et de secours de la Ville de Genève (ci-après : le service d'incendie et de secours),
 - 6° du commandant du service de sécurité de l'aéroport,
 - 7° du chef de la brigade sanitaire cantonale,
 - 8° du directeur du service d'intervention environnementale⁽⁵⁾,
 - 9° d'un représentant de l'Association des communes genevoises,
 - 10° d'un officier de liaison de la Région territoriale 1.

Le président de la commission de la protection de la population peut en outre y associer des responsables des cellules mentionnées à l'article 14 du présent règlement. ⁽²⁾

² La police assure les moyens humains et logistiques qui ne relèvent pas d'une autre entité en vue de la mise en œuvre du présent règlement, en particulier l'ensemble des communications.

³ Le département en charge de la sécurité civile assure les tâches de gestion administrative prévues à l'article 30, en étroite collaboration avec la police, et le cas échéant, les autres services concernés.⁽²⁾

Art. 3 Principe de fonctionnement

¹ Lorsque la nature ou l'intensité d'un dommage réel ou potentiel excède la capacité d'intervention propre de la police, des sapeurs-pompiers, des services sanitaires ou d'un autre corps d'intervention, le dispositif prévu par le présent règlement pour l'organisation de l'intervention dans des situations exceptionnelles (dispositif Osiris) est mis sur pied.

² Pour la durée de l'intervention, sous le contrôle de l'autorité politique, des moyens supplémentaires sont mis, de manière modulaire et progressive, à disposition des différents corps d'intervention dont tous les moyens sont mis en commun sous un commandement unique (chapitre II ci-après).

³ La délégation prend toutes les dispositions en vue de la prévention des dommages, de la préparation continue du dispositif et de l'évaluation de son fonctionnement (chapitre III ci-après).⁽²⁾

Chapitre II Dispositif d'intervention dans des situations exceptionnelles

Section 1 Mise sur pied

Art. 4 Déclenchement

¹ Le dispositif est mis sur pied par un ordre de mobilisation de l'officier de police de service aux services de piquet constitués à cette fin :

- a) sur demande d'un corps d'intervention (cellule);
- b) sur demande du Conseil d'Etat ou d'un conseiller d'Etat.

² Le dispositif comporte deux degrés de préparation de l'intervention :

- a) mise sur pied réduite, en cas d'alerte, lorsqu'une intervention prochaine paraît vraisemblable;
- b) mise sur pied totale, en cas d'intervention imminente ou déjà déclenchée.

³ La levée d'un dispositif en mise sur pied réduite qui n'a pas été suivie du déclenchement d'une intervention est ordonnée par l'officier de police de service dès que la situation qui l'a motivée ne la justifie plus.

⁴ La levée d'un dispositif en mise sur pied totale est également ordonnée par l'officier de police de service, en fonction des conditions de fin de l'intervention.

Art. 5 Organes temporaires

En cas de mise sur pied totale du dispositif, les organes suivants sont constitués sans délai et jusqu'à la fin de l'intervention :

- a) un poste de commandement de l'intervention, à proximité immédiate de celle-ci (section 2 ci-après);
- b) un état-major des opérations, situé au nouvel hôtel de police ou, en cas de nécessité au poste de La Pallanterie (section 3 ci-après);
- c) l'autorité politique répondante, qui siège dans un lieu adéquat distinct de l'état-major des opérations ou du poste de commandement de l'intervention (section 4 ci-après).

Section 2 Poste de commandement de l'intervention

Art. 6 Attributions

Le poste de commandement de l'intervention :

- a) coordonne l'intervention de tous les services engagés en assurant la liaison entre eux afin d'arrêter les mesures prioritaires de l'action et de veiller à leur observation;
- b) sollicite de l'état-major des opérations les moyens supplémentaires dont il a besoin, les met en œuvre et reçoit les renseignements et les consignes de l'état-major des opérations et les directives de l'autorité politique relatives à l'orientation générale des opérations;
- c) renseigne et alerte, le cas échéant, les établissements hospitaliers dans le canton par l'intermédiaire de la centrale 144.

Art. 7 Composition, commandement

¹ Le poste de commandement de l'intervention est composé des responsables du commandement de chacun des corps d'intervention appelés sur place, placés sous l'autorité d'un chef unique :

- a) le commandant du service de sécurité de l'aéroport ou son remplaçant en cas d'intervention en rapport avec le trafic aérien à proximité de l'aéroport;
- b) le commandant du service d'incendie et de secours ou son remplaçant dans tous les autres cas.

² Dans des cas particuliers ou à un stade plus avancé de l'intervention, le chef de l'état-major des opérations peut placer le poste de commandement de l'intervention sous l'autorité du commandant de la gendarmerie, du chef de la brigade sanitaire cantonale ou du responsable d'un autre corps d'intervention adéquat.

Art. 8 Missions particulières

Le chef du poste de commandement de l'intervention :

- a) organise le poste de commandement de l'intervention;
- b) alerte au besoin les compagnies des sapeurs-pompiers et les organisations de protection civile de la commune du lieu de l'intervention et le cas échéant des communes voisines, ainsi que les sections de sauveteurs auxiliaires;
- c) est en contact avec les services communaux du lieu de l'intervention.

Art. 9 Ordre et sécurité

¹ Le chef du poste de commandement de l'intervention veille, avec l'assistance des sapeurs-pompiers, au respect des mesures de sécurité sur les lieux de l'intervention.

² Il fixe le périmètre de la place touchée par le dommage, les portes d'accès et les places nécessaires à l'engagement des moyens d'intervention. Il en informe la police qui assure l'observation des mesures prises.

Art. 10 Itinéraires

La police fixe et assure les itinéraires prioritaires pour la circulation des moyens d'intervention.

Art. 11 Compagnie de sapeurs-pompiers

¹ Lorsqu'une compagnie de sapeurs-pompiers est engagée, l'officier qui la commande collabore avec le commandant du service d'incendie et de secours.

² Au moment où un sinistre est circonscrit, qu'il ne reste qu'à en maîtriser les derniers effets et que le service d'incendie et de secours peut se désengager, l'officier des sapeurs-pompiers en reprend la responsabilité ou, à défaut, celle-ci est remplie par le chef du service spécialisé pour le genre du sinistre.

Art. 12 Appui sanitaire

Lorsque des éléments d'intervention sanitaires supplémentaires sont appelés sur place, ils collaborent avec le chef de la brigade sanitaire cantonale ou son remplaçant et se conforment à ses instructions sous l'autorité du chef du poste de commandement de l'intervention.

Section 3 Etat-major des opérations

Art. 13 Attributions

L'état-major des opérations :

- a) analyse, au fur et à mesure de leur réception, les renseignements et avis qui lui parviennent, particulièrement ceux du poste de commandement de l'intervention, afin de définir, s'il y a lieu, la stratégie des opérations sous réserve de la compétence du poste de commandement de l'intervention, d'une part, de l'autorité politique, d'autre part;
- b) apporte au poste de commandement de l'intervention un appui logistique, notamment en organisant les moyens supplémentaires requis, en lui fournissant des précisions d'ordre technique ou scientifique et en lui communiquant des consignes;
- c) fournit à l'autorité politique les éléments nécessaires en vue des décisions qui relèvent d'elle et transmet les directives de l'autorité politique au poste de commandement de l'intervention;
- d) renseigne et alerte, le cas échéant, les établissements hospitaliers à l'extérieur du canton par l'intermédiaire de la centrale 144;
- e) renseigne et alerte, le cas échéant, les services non encore engagés;
- f) renseigne l'autorité judiciaire;
- g) informe les médias, en liaison avec l'autorité politique;
- h) ordonne le déclenchement de la procédure d'alarme de la population;
- i) constate la fin de l'intervention.

Art. 14 Composition

¹ L'état-major des opérations est composé des responsables de cellules constituées et tenues à disposition (service de piquet) dont la mobilisation est fonction de la nature du dommage potentiel ou réel, placés sous l'autorité du chef de la police ou de son remplaçant, assisté du directeur de l'office de la sécurité civile⁽⁵⁾ ou de son remplaçant et d'un officier de police ou de son remplaçant. Pour des événements planifiables ou si l'évolution de l'intervention le nécessite, la délégation du Conseil d'Etat peut décider de confier la mission de chef de l'état-major à un autre intervenant que le chef de la police.⁽²⁾

² Les cellules organisées en vue de fournir des moyens supplémentaires en cas d'intervention dans des situations exceptionnelles sont les suivantes :

- a) cellule transmissions (art. 15);
- b) cellule police (art. 16);
- c) cellule sauvetage (art. 17);
- d) cellule sanitaire (art. 18);
- e) cellule secours (art. 19);
- f) cellule nucléaire-radiologique-biologique-chimique, dite NRBC (art. 20);⁽⁴⁾
- g) cellule transports (art. 21);
- h) cellule accueil (art. 22);
- i) cellule presse/information (art. 23);
- j) cellule réseaux fixes (art. 24);
- k) cellule télécommunications et systèmes d'information (art. 25);
- l) cellule approvisionnement (art. 26).

Art. 15 Cellule transmissions

¹ Elle est chargée de l'exploitation des moyens de télécommunication entre l'état-major des opérations et :

- a) le poste de commandement de l'intervention;
- b) les corps publics et privés d'intervention;
- c) l'autorité politique;
- d) le service d'incendie et de secours ou l'état-major de coordination de la Ville de Genève;
- e) les autorités exécutives et judiciaires cantonales et fédérales.

² Le responsable de cette cellule est le chef du service des transmissions de la police ou son remplaçant.

³ Il veille à ce que les responsables (ou leurs représentants) et les membres des cellules correspondant au genre et à la gravité de l'intervention soient alertés.

Art. 16 Cellule police

¹ Elle est chargée d'analyser la situation relative aux problèmes de police et circulation.

² Elle coordonne l'engagement des moyens de la police nécessaires à l'intervention.

³ Le responsable de cette cellule est un officier de police ou son remplaçant désignés par le chef de l'état-major des opérations.

Art. 17 Cellule sauvetage

¹ Elle est chargée d'analyser la situation relative aux problèmes d'incendie, explosion, inondation, pollution par hydrocarbures, accident aérien ou ferroviaire.

² Elle planifie tous les moyens techniques supplémentaires nécessaires à l'intervention ou à la relève.

³ Le responsable de cette cellule est le chef du service de la police du feu⁽⁵⁾ de l'office de la sécurité civile⁽⁵⁾ ou son remplaçant.

Art. 18 Cellule sanitaire

¹ Elle est chargée d'analyser la situation du point de vue sanitaire et de planifier tous les moyens supplémentaires nécessaires à l'intervention ou à la relève (notamment l'engagement et la conduite des samaritains) en vue :

- a) du tri des blessés;
- b) des premiers soins;
- c) de l'évacuation sur des centres sanitaires, en liaison avec eux;
- d) de l'organisation d'équipes médicales.

² Le responsable de cette cellule est un représentant de la direction générale de la santé ou son remplaçant.

³ Lorsque la vie ou l'intégrité corporelle d'un grand nombre de personnes sont menacées, la cellule sanitaire fonctionne en liaison avec la cellule secours.

Art. 19 Cellule secours

¹ Elle est chargée, lorsque la vie ou l'intégrité corporelle d'un grand nombre de personnes sont menacées, d'analyser la situation sur le plan des secours, soit :

- a) mise en place des spécialistes et des formations d'intervention communales de la protection civile;
- b) mise en service d'installations sanitaires;
- c) organisation de l'hébergement et de l'assistance.

² Le responsable de cette cellule est le directeur adjoint de l'office de la sécurité civile⁽⁵⁾ ou son remplaçant.

Art. 20 Cellule nucléaire-radiologique-biologique-chimique⁽⁴⁾

¹ La cellule nucléaire-radiologique-biologique-chimique est chargée d'analyser la situation nucléaire-radiologique-biologique-chimique et de déterminer les mesures adéquates pour lutter et se protéger contre une contamination radiologique-biologique-chimique.⁽⁴⁾

² Le responsable de cette cellule est le directeur du service d'intervention environnementale ou son remplaçant. ⁽⁴⁾

³ Les membres de cette cellule sont recrutés, notamment, parmi le personnel des départements en charge de la protection de l'environnement, de la santé, de l'office cantonal de l'inspection des relations du travail, de l'enseignement universitaire, des Services industriels de Genève et des Hôpitaux universitaires de Genève. ⁽²⁾

Art. 21 Cellule transports

¹ Elle est chargée d'analyser la situation du point de vue des transports et de mettre les moyens à disposition.

² Le responsable de cette cellule est le directeur général de l'entreprise des Transports publics genevois ou son remplaçant.

Art. 22 Cellule accueil

¹ Elle est chargée de recueillir, d'aider et d'informer les proches des victimes tuées ou blessées, des rescapés et des personnes évacuées.

² Le responsable de cette cellule est le directeur général de l'aéroport ou son remplaçant, pour les accidents aériens.

³ Pour les autres cas, le responsable de cette cellule et son remplaçant sont désignés par le chef de l'état-major des opérations.

Art. 23 Cellule presse/information

¹ Elle est chargée de l'information à l'intention du public et des médias, en liaison avec le chef de l'information de la chancellerie d'Etat, selon les directives de l'autorité politique et du chef de l'état-major des opérations.

² Le responsable de cette cellule est l'officier de presse de la police ou son remplaçant.

Art. 24 Cellule réseaux fixes

¹ Elle est chargée, lorsque les réseaux d'eau, de gaz, de chauffage à distance ou d'électricité sont menacés ou perturbés :

- a) d'analyser la situation;
- b) de proposer des mesures de restriction éventuelles;
- c) de déterminer les mesures adéquates en vue du rétablissement des réseaux.

² Le responsable de cette cellule est le directeur général des Services industriels de Genève ou son remplaçant.

Art. 25 Cellule télécommunications et systèmes d'information

¹ Elle est chargée, lorsque les télécommunications et systèmes d'information sont menacés ou perturbés :

- a) d'analyser la situation;
- b) de proposer des mesures de restriction ou de substitution éventuelles;
- c) de déterminer les mesures adéquates en vue du rétablissement des télécommunications et systèmes d'information.

² Le responsable de cette cellule est le directeur général du centre des technologies de l'information de l'Etat de Genève ou son remplaçant.

Art. 26⁽²⁾ Cellule approvisionnement

¹ Elle est chargée, lorsque l'approvisionnement de la population en biens vitaux est menacé ou perturbé :

- a) d'exécuter les mesures cantonales de rationnement;
- b) d'organiser le ravitaillement d'urgence;
- c) d'exécuter les éventuelles décisions de réquisition.

² Le responsable de cette cellule est le directeur de l'office cantonal de l'approvisionnement économique du pays ou son remplaçant.

Section 4 Autorité politique

Art. 27 Rôle de la chancellerie d'Etat (service de piquet)

¹ En cas de mise sur pied réduite du dispositif, le chancelier d'Etat (ou son remplaçant) veille à l'information adéquate du Conseil d'Etat et des autorités communales concernées ainsi que, le cas échéant, de l'autorité fédérale, des autorités vaudoises, des autorités françaises, des milieux diplomatiques ou des organisations internationales.

² En cas de mise sur pied totale du dispositif, le chancelier d'Etat (ou son remplaçant) veille à ce que le Conseil d'Etat décide sans délai qui représente l'autorité politique et quel est son mandat; à défaut, les membres disponibles de la délégation prévue à l'article 2, alinéa 1, lettre a, se réunissent au nouvel hôtel de police et exercent les attributions que le présent règlement confère à l'autorité politique.

Art. 28 Attributions

¹ Informée en permanence par l'état-major des opérations du déroulement de l'intervention, l'autorité politique valide l'orientation générale des opérations et prend les décisions qui ne sont pas du ressort de l'état-major des opérations ou du poste de commandement de l'intervention. Elle se détermine en particulier avant toute demande d'engagement subsidiaire de l'armée.

² Elle informe les autorités municipales, fédérales, cantonales ou étrangères ainsi que les milieux diplomatiques ou les organisations internationales, sollicite leur collaboration et associe au besoin leurs représentants à ses travaux.

Chapitre III Préparation et mise en œuvre

Art. 29 En général

¹ La délégation (art. 2, al. 1, lettre a), assistée de la commission exécutive (art. 2, al. 1, lettre b), vérifie l'adéquation des réglementations et procédures en vue de faire face dans tous les domaines à des dommages aux personnes, à l'environnement ou aux biens, et prend toute initiative en vue de les compléter, les harmoniser et les actualiser.

² Elle veille à assurer dans l'administration l'évaluation régulière des risques et la préparation de plans de secours et d'intervention adéquats.

³ Elle s'inscrit dans une perspective de compatibilité, de collaboration et de réciprocité avec les mesures similaires mises en œuvre au niveau fédéral, dans le canton de Vaud et en France voisine.

⁴ La délégation est assistée par la commission et par le responsable de la gestion administrative de la protection de la population au sein de l'office de la sécurité civile ⁽⁵⁾. ⁽²⁾

Art. 30⁽²⁾ Gestion administrative

Les tâches de gestion administrative de la protection de la population sont notamment les suivantes :

- a) établir et tenir à jour une base de données centralisées des risques;
- b) informer la population en matière de protection de la population;
- c) garantir l'alarme à la population et la diffusion de consignes de comportement;
- d) élaborer les prescriptions relatives au fonctionnement du dispositif;
- e) veiller à l'état de préparation du dispositif;
- f) garantir l'instruction et l'entraînement des membres de l'état-major des opérations;
- g) mettre en œuvre les dispositions arrêtées par les autorités compétentes sur le fonctionnement du dispositif.
- h) s'assurer de l'information du président du Conseil d'Etat, en cas de nécessité.

Art. 31 Détachement des personnes

Les personnes rattachées à l'état-major des opérations et aux cellules qui le composent sont libérées de leurs fonctions usuelles et placées sous la seule autorité du chef de l'état-major des opérations pour la durée de leur engagement dans le dispositif.

Art. 32⁽²⁾

Art. 33 Concept de communication

La délégation valide et revoit périodiquement un concept de communication en cas de mise sur pied du dispositif.

Art. 34 Dispositions financières

¹ En cas de mise sur pied du dispositif, l'équipement ordinaire et les dépenses de fonctionnement de chacun des corps d'intervention restent à leur charge.

² L'organisation et le fonctionnement des cellules, y compris le service de piquet et remplacement des personnes qui y sont rattachées, sont à la charge du service ou de l'établissement public autonome dont sont issus les responsables de cellules.

³ Toutes les autres dépenses de fonctionnement et d'investissement spécifiquement nécessaires à la mise sur pied du dispositif, tels que mandats, formation et participation à des exercices de personnes non rattachées à des corps d'intervention, équipements particuliers, font l'objet d'un centre de responsabilité budgétaire spécifique, géré par la police, qui est inscrit sous le département des institutions. ⁽¹⁾ Le cas échéant, des imputations internes en provenance de ce centre de responsabilité équilibrent les dépenses de fonctionnement ou d'investissement relevant du présent alinéa qui sont inscrites sous d'autres centres de responsabilité.

Art. 35⁽²⁾

Art. 36 Service sanitaire coordonné

La commission exécutive, sous le contrôle de la délégation, est chargée de la mise en œuvre de la loi sur le service sanitaire coordonné, du 14 février 1980.

Chapitre IV Dispositions finales et transitoires

Art. 37 Clause abrogatoire

- ¹ Le règlement concernant l'intervention, les secours et l'information lors de sinistre, du 13 avril 1988, est abrogé.
- ² Le règlement concernant la protection atomique et chimique coordonnée, du 5 mai 1982, est abrogé.
- ³ Le règlement relatif à l'état-major cantonal de crise, du 11 août 1993, est abrogé.
- ⁴ Le règlement d'application de la loi sur le service sanitaire coordonné, du 30 septembre 1981, est abrogé.

Art. 37A⁽³⁾ Tâches de la commission

Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi d'application des dispositions fédérales en matière de protection de la population, actuellement en projet devant le Grand Conseil, les tâches de la commission de la protection de la population sont notamment les suivantes :

- a) proposer à la délégation la doctrine d'engagement du dispositif de protection de la population;
- b) conseiller la délégation en matière de protection de la population;
- c) proposer à la délégation des mandats de prestation en vue de l'accomplissement de tâches des organisations partenaires.

Art. 38 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} février 2003.

RSG	Intitulé	Date d'adoption	Entrée en vigueur
G 3 03.03	R sur l'organisation de l'intervention dans des situations exceptionnelles (dispositif Osiris)	22.01.2003	01.02.2003
<i>Modifications :</i>			
1. <i>n.t.</i> : rectification selon 7C/1, B 2 05 (2, 34)		30.05.2006	30.05.2006
2. <i>n.</i> : 2/3, 20/3, 29/4; <i>n.t.</i> : cons., 2/1, 3/3, 14/1, 20/2, 26, 30; <i>a.</i> : 32, 35		21.03.2007	29.03.2007
3. <i>n.</i> : 37A; <i>n.t.</i> : cons.		30.05.2007	07.06.2007
4. <i>n.t.</i> : 14/2f, 20 (note), 20/1, 20/2		27.08.2008	04.09.2008
5. <i>n.t.</i> : rectification selon 7C/1, B 2 05 (2/1b 2°, 2/1b 8°, 14/1, 17/3, 19/2, 29/4)		11.11.2008	11.11.2008